

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 18/03/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS

Rue Descartes
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-2024-037-AC

Code AIOT : 0006103723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS implanté Rue Descartes 69190 Saint-Fons.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS
- Rue Descartes 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103723 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduaires provenant des usines SPECIALTY OPERATIONS (Syensqo), NOVACYL (Sequens) et Polytechnyl (DOMO) de Saint-Fons. Il traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de l'usine BAXTER de Meyzieu.

Le fonctionnement de ce site est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	
5	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection du 14 mars 2024 s'inscrivait dans le cadre de l'action coup de poing régionale sur les rejets aqueux. Les fréquences des analyses, leurs conditions de réalisation et leurs résultats sont satisfaisants. La visite des installations l'est également. Des mises à jour mineures sont demandées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques - Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les plans des réseaux mis à jour en janvier 2005 : le plan des circuits de process et le plan des utilités. Ces plans ont été explicités en inspection. Le plan des utilités reprend le réseau des eaux pluviales. Celui-ci est scindé en 2 réseaux: - un réseau partie Ouest qui reçoit des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Ces eaux pluviales sont rejetées au Rhône via la canalisation de rejet des effluents traités; - un réseau partie Est qui reçoit les eaux pluviales du nord et de l'est du site. Le stockage des produits chimiques est réalisé sur la partie nord du site, les eaux pluviales y sont donc susceptibles d'être polluées. Ces eaux sont envoyées en tête de station pour être traitées. Le plan des circuits de process reprend le réseau de rejet des effluents traités. Les vannes d'isolement sont représentées. Le réseau des eaux sanitaires ne figure pas sur les plans transmis. L'exploitant a indiqué que le réseau des eaux sanitaires était envoyé sur une fosse septique située à proximité du bâtiment administratif. Cette fosse reçoit également les eaux du laboratoire. Les eaux présentes dans la fosse septique sont ensuite renvoyées en tête de la station pour être traitées. L'inspection a constaté la présence de vannes d'isolement sur les alimentations des effluents à traiter et sur le réseau de rejet des eaux traitées. Ces vannes permettent de couper l'alimentation et le rejet de la station en cas de dysfonctionnement de la station de traitement. Le contrôle par sondage de la position des regards, bouches d'égout et vannes n'a pas montré d'écart entre les plans fournis et les installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 1 : l'exploitant transmet à l'inspection un plan de son réseau d'eaux sanitaires.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques - Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : En sortie de la station de traitement, les effluents traités sont collectés dans une tuyauterie enterrée qui rejoint le point de rejet situé au bord du Rhône, à l'extérieur du site. L'inspection a observé les eaux en sortie de station : celles-ci sont très colorées de brun. L'exploitant a indiqué vérifier mensuellement l'absence de modification de la couleur du milieu récepteur par des analyses de coloration réalisées en amont et en aval du point de rejet (distance de 50 m), conformément aux prescriptions de l'article 4.7.3 de l'arrêté préfectoral du 20/10/2017. Il a présenté les résultats de ces mesures : l'inspection a pu constater l'absence d'anomalies.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques - Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection s'est rendue au point de prélèvement situé en sortie de station. Ce point est facilement accessible. L'inspection a également pu constater la présence de plusieurs points de prélèvements et points de mesure situés en différents points de la station de traitement des effluents. L'exploitant a indiqué la mise en place d'un nouvel outil de mesure en ligne du niveau de carbone organique total (COT) permettant un meilleur suivi du traitement des eaux. L'inspection a constaté que les 2 bidons de 20L de réactifs présents dans l'armoire du COT-mètre étaient disposés sur la même rétention constituée par le fond de l'armoire. S'agissant de produits incompatibles (soude et acide sulfurique), ils ne peuvent être disposés sur la même rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'exploitant met en place des rétentions séparées et adaptées au volume des produits chimiques présents dans l'armoire du COT-mètre.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 4 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques - Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II «Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.» Article 58-IV «Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»
Constats : L'inspection a consulté les déclarations effectuées en 2023 dans l'application GIDAF. La plupart des écarts, en terme de dépassement de limites ou d'absence d'analyse sont correctement justifiés. L'inspection note néanmoins que les commentaires présents dans la zone "mesures correctives" sont souvent des commentaires explicitant la cause des dépassements et non la description des mesures correctives prises ou envisagées. En cas de dépassement de VLE, les trois champs "Commentaire" de l'onglet de synthèse sous GIDAF doivent être dûment renseignés, afin d'expliciter : <ul style="list-style-type: none">- la nature du ou des dépassements constatés (par exemple, "non respect de la VLE en pH au point de rejet X") ;- la cause du ou des dépassements constatés (par exemple, "sonde pH associée au point de rejet X défectueuse") ;- les mesures correctives envisagées ou réalisées par l'exploitant (par exemple, "recalibrage de la sonde pH associée au point de rejet X prévu / effectué le ..."). L'exploitant est revenu sur les résultats du contrôle inopiné réalisé en juillet 2023 à la demande de l'inspection : le paramètre MES (Matières En Suspension) dépassait la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du 20/10/2017. Suspectant un problème de pré-traitement de l'échantillon, l'exploitant a fait refaire l'analyse et a transmis ce rapport à l'inspection (rapport référence AR-23-SD-018684-01 du 14/12/2023) lors de l'inspection. L'analyse, réalisée avec la bonne méthode de pré-traitement, a montré le respect de la valeur limite. L'inspection indique maintenir néanmoins le contrôle inopiné prévu pour 2024 afin de vérifier la bonne réalisation de l'analyse et le respect des valeurs limites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 3 : l'exploitant doit veiller à ce que les commentaires renseignés dans l'application GIDAF permettent de comprendre la cause des écarts, les mesures correctives envisagées ou réalisées.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 5 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de transmission via l'application GIDAF des résultats de surveillance pour les mois de décembre 2023 et janvier 2024. L'exploitant a indiqué avoir recours à un prestataire pour la réalisation de ses analyses. Ayant constaté des incohérences dans les résultats des analyses de décembre et janvier (concernant notamment le paramètre AOX), il a demandé à son prestataire de réaliser des contre-analyses afin de vérifier ces résultats. Il est toujours dans l'attente de ces résultats.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques - Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un dispositif de mesure et d'enregistrement en contenu du débit de rejet. Un seul dépassement du débit journalier a été constaté au cours de l'année 2023 (13/10/2023 : 7220 m³/j au lieu des 7000 m³/j autorisés, Arrêté préfectoral du 20/10/2017, article 4.7.5).
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques - Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure décrivant l'organisation mise en place pour le prélèvement et l'analyse des effluents aqueux (Manuel d'autosurveillance des effluents aqueux, PR-GEPEIF-18, version 3 en date du 23/03/2020). L'exploitant effectue des surveillances sur ses différents effluents et dispose de plusieurs points de prélèvement dans la station. Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant lui-même au moyen de préleveurs automatiques asservis au débit. La mesure et l'enregistrement en continu du débit, de la température et du pH ont été constatés en salle de contrôle. L'inspection a pu voir le système de prélèvement situé en sortie de station sur la canalisation de rejet des effluents traités. La température indiquée est conforme à la température requise (5 ± 3 °C). Cependant, l'inspection a constaté la présence de condensation glacée sur les parois du préleveur, laissant supposer que la température est inférieure à 2°C. L'exploitant ne réalise pas de vérification régulière de la température indiquée par le préleveur au moyen d'une sonde de température indépendante. Il a indiqué réaliser une vérification annuelle du bon fonctionnement du préleveur et a transmis le rapport du contrôle réalisé en juillet 2023 (RHAP230401-23-442-R0 en date du 03/11/2023) indiquant que la température était conforme. Les prélèvements sont conservés ensuite dans une enceinte réfrigérée située dans le laboratoire. L'exploitant ne réalise pas de suivi de la température de ses enceintes réfrigérées, que ce soit par le relevé de l'indication délivrée par l'enceinte ou par la mesure de la température par une sonde indépendante. Pour certains paramètres impactant le fonctionnement de la station (MES, chlorures, sulfate, DCO, indice phénol), l'exploitant réalise des analyses en interne. L'analyse des autres paramètres est effectuée par un prestataire extérieur. L'exploitant a montré plusieurs rapports d'analyses effectuées par son prestataire (LSE2303-54574-1 du 07/04/2023 et LSE2311-39921-1 du 22/11/2023) : le prestataire réalise bien l'analyse des paramètres concernés sous accréditation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 4 : afin de s'assurer de la bonne conservation des prélèvements, l'exploitant met en place un suivi, à une fréquence adaptée, de la température des enceintes réfrigérées destinées à conserver les prélèvements. Il vérifie également la température indiquée par les préleveurs automatiques et les enceintes réfrigérées à une fréquence adaptée.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois